

**Question n°1.**

Que pensez-vous des facteurs clés de succès d'une réforme du système des numéros courts et des numéros longs commençant par 08 ? Quelles sont, en particulier, vos attentes en matière de prévisibilité des impacts des évolutions ?

*L'Homogénéisation des tarifs, le MGIT, la régulation par une instance, une évolution prochaine du plan redonneront confiance aux consommateurs ; l'ouverture de nouveaux paliers tarifaires leur redonnera envie.*

*L'ouverture de nouveaux paliers tarifaires pourrait redonner non seulement envie, mais surtout les moyens d'investir aux Editeurs afin de créer de nouveaux services.*

**Question n°2.**

Que pensez-vous de l'intérêt d'homogénéiser la structure tarifaire entre les différentes boucles locales au regard de l'objectif d'amélioration de la lisibilité et de la transparence ?

*Ce n'est pas tant le manque d'homogénéité de la facture qui est anxiogène pour le consommateur, c'est le manque de transparence. Pour que la transparence soit réelle, chacun des acteurs doit être transparent à son niveau.*

**Question n°3.**

Comment jugez-vous l'intérêt d'aligner la facturation de la composante « C » sur celle d'un tarif perçu comme « normal » par les utilisateurs ?

*Oui dans le sens de la simplification, et sous réserve que cela ne débouche pas une multitude incompréhensible de tarification « normale ». Pour que la transparence soit réelle, chacun des acteurs doit être transparent à son niveau.*

**Question n°4.**

Estimez-vous que les précisions ci-dessus qualifient explicitement comme normale la facturation de la composante « C » ?

*Pour des professionnels des telecom, assurément. Mais n'oublions pas qu'à terme, nous nous adressons aussi à des consommateurs.*

*Pour que la transparence soit réelle, chacun des acteurs doit être transparent à son niveau.*

**Question n°5.**

Quels avantages et inconvénients identifiez-vous pour la mise en place du modèle « C+S » ? En particulier, quelles sont vos estimations d'impacts économiques pour les acteurs du marché.

*Une plus grande clarté pour les consommateurs.*

*Pour que la transparence soit réelle, chacun des acteurs doit être transparent à son niveau.*

*Une partielle perte de recettes pour les opérateurs, tout au moins un transfert des marges, qui pourrait à terme impacter les fournisseurs des services. D'où de notre demande récurrente de nouveaux paliers tarifaires.*

**Question n°6.**

Que pensez de la mise en place du modèle « P » sur le marché de détail et sur le marché de gros ? Comment évaluez-vous ses impacts économiques sur les acteurs de la chaîne de valeur ? Quelle est votre analyse de l'incertitude économique en résultant ?

*Difficile de juger de l'impact économique à court et moyen terme en effet, au vu des hypothèses proposées et des incertitudes constatées. Par rapport au modèle C+S, le modèle P risque de modifier plus en profondeur la chaîne de valeur des différents acteurs.*

**Question n°7.**

Que pensez-vous de l'analyse précédente concernant la meilleure prévisibilité des impacts du modèle « C+S » par rapport au modèle « P » ?

*Le débat est manifestement orienté en faveur d'une évolution vers C+ S. Cette option entraînant vraisemblablement des bouleversements économiques moindres chez les opérateurs.*

**Question n°8.**

Existe-t-il, selon vous, d'autres modèles de tarification de détail permettant d'homogénéiser les boucles locales fixes et mobiles ?

*NRP*

**Question n°9.**

Quel scénario de mise en place préféreriez-vous ? Quel calendrier vous semblerait le plus adapté ? Merci d'expliquer les raisons motivant vos réponses.

*Un scénario rapide.*

*Les chiffres cités plus haut concernant la répartition des appels depuis un fixe ou un mobile selon la typologie de numéros sont suffisamment parlants. La tarification au départ des mobiles freine le développement des numéros spéciaux. Au delà de la croissance des abonnés « boxes », nombreux sont les consommateurs qui ne possèdent plus qu'une ligne mobile, et qui freinent leur consommation. N'oublions pas de plus la perception que les consommateurs ont de la cherté des numéros spéciaux, largement supérieure au coût réel, quel que soit son mode actuel de facturation.*

*Une partie des « impacts sur les comptes de résultats des acteurs impliqués » peut être en outre être compensée par le développement de nouveaux marchés (nouveaux tarifs, nouveaux services).*

*Pour que la transparence soit réelle, chacun des acteurs doit être transparent à son niveau.*

**Question n°10.**

Que pensez-vous de cette proposition de bascule vers une tarification à la seconde dès la première seconde pour l'ensemble des paliers tarifaires facturés à la durée ?

*Pas d'opposition.*

*Pour que la transparence soit réelle, chacun des acteurs doit être transparent à son niveau.*

**Question n°11.**

Pouvez-vous préciser quels seraient pour vous les impacts économiques (en pourcentage) d'une bascule vers une tarification à la seconde dès la première seconde si possible pour chaque palier tarifaire ?

*NRP*

**Question n° 12.**

Que pensez-vous de l'abandon des tarifications horaires et mixtes pour simplifier la structure des paliers tarifaires ?

*Pas d'opposition. Mais en liaison avec une évolution des paliers tarifaires. Pour que la transparence soit réelle, chacun des acteurs doit être transparent à son niveau.*

**Question n° 13.**

Quel est pour vous l'intérêt de créer une gamme de paliers à l'acte ? Quels en seraient les inconvénients ou difficultés éventuels ?

*Offrir de nouveaux services, ou des services complémentaires. Réparer l'injustice qui existe avec les acteurs des 118.*

*Pour que la transparence soit réelle, chacun des acteurs doit être transparent à son niveau.*

**Question n°14.**

Quelle gamme de paliers à l'acte vous semble-t-elle la mieux appropriée pour répondre aux besoins du marché ?

*Une gamme plus étendue, l'idéal étant la plus grande modularité comme cela se pratique dans certains pays voisins. Par rapport aux paliers proposés, nous plaçons pour aller plus haut (5, 10 euros). Sachant que nous sommes conscients des abus ou incidents que cela peut entraîner, et qu'il faut donc de pair renforcer les instances de régulation et de contrôle d'une part, l'engagement des acteurs d'autre part.*

**Question n°15.**

Quelles mesures vous sembleraient-elles appropriées pour limiter les abus possibles introduits par une tarification à l'appel ?

*Nous ne sommes pas le législateur. Mais la déontologie qu'elle quelle soit ne doit pas être appliquée de manière unilatérale par l'opérateur facturier.*

**Question n°16.**

Pouvez-vous remplir le tableau suivant en indiquant la liste des valeurs de paliers qui vous semble souhaitable et pertinente pour la future grille, notamment au regard de l'objectif de lisibilité des tarifs pour les clients ?

*Ouvrons dans un premier temps les paliers à la hauteur maximale prévu par les textes*

*Palier 6, actuellement 0,336 €/mn pour 0,45€/ autorisé !*

*Ouvrons 1 palier forfait à 1€/ appel, et un palier à la durée à 1€/ mn !*

*Ainsi que des paliers encore supérieurs, 3€, 5€...*

**Question n°17.**

Que pensez de ce principe de mise en œuvre au regard de la nécessité de minimiser les impacts relatifs à la migration des services existants ? Avez-vous d'autres scénarios de migration à proposer ? Si oui, merci de les préciser en indiquant, si possible, leurs impacts techniques pour les différents types d'acteurs de la chaîne de valeur.

*Chaque renumérotation ou migration entraînant des conséquences économiques importantes, nous sommes pour une mise en œuvre la plus souple et la plus claire possible.*

**Question n°18.**

Pouvez-vous préciser, dans le tableau suivant, pour chaque palier existant, les correspondances entre valeur actuelle et valeur future qui vous semblent raisonnables et pertinentes ?

*Palier 6            0,45€/ mn*

*Palier 6            1€/ appel,*

*palier 7            1€/ mn*

**Question n°19.**

Quel calendrier souhaiteriez-vous pour l'évolution de cette grille de paliers tarifaires ? Merci d'indiquer dans quelle mesure cette évolution pourrait être réalisée selon un calendrier indépendant de la mise en place du « C+S » ?

*Pourquoi ne pas conjuguer la réforme tarifaire avec l'évolution vers le C+S. La communication pourrait en être simplifiée, et aider à une évolution rapide du plan de numérotation attendue par les consommateurs.*

*Pour que la transparence soit réelle, chacun des acteurs doit être transparent à son niveau.*

**Question n°20.**

Que pensez-vous de la création d'un palier (C banalisé ; S=0) utilisation pour les numéros courts et les numéros longs commençant par 08 au regard des besoins du marché et de la situation actuelle où les prestataires de services peuvent utiliser notamment des numéros longs commençant par 09 pour se conformer aux dispositions de la loi « LME » ?

*NRP*

***Question n°21.***

Pour les entreprises utilisant des numéros fixes géographiques (01 à 05) ou fixes non géographiques (09), que pensez-vous des avantages et des éventuels inconvénients de ce type de numéro dans le cadre de votre politique de relation clients ? Avez-vous connaissance de pistes d'évolution permettant d'améliorer le service dont vous bénéficiez ? Avez-vous l'intention d'ouvrir un numéro spécial au tarif (C banalisé ; S=0) précité pour votre service client ? Pourquoi ? Si oui, à quelle échéance et selon quelles modalités de transition ?

*NRP*

***Question n°22.***

Que pensez-vous d'étendre la gratuité au départ de l'ensemble des boucles locales mobiles pour le palier tarifaire libre-appel dont la gratuité est actuellement restreinte au départ des seules boucles locales fixes ? Selon vous, quel serait le coût maximum qu'un prestataire de services serait prêt à payer pour envisager positivement l'utilisation de numéros gratuits depuis tous les réseaux pour une partie de son offre ?

*Un tarif calé sur le prix de la terminaison mobile du catalogue d'interco.*

***Question n°23.***

Que pensez-vous de la subdivision de la tranche 080 proposée ?

*NRP*

***Question n°24.***

Quels seraient les scénarios de migration envisagés à la suite de cette évolution de l'organisation de la tranche 080? Pouvez-vous préciser leurs contraintes et notamment les délais de mise en œuvre nécessaires ?

*NRP*

***Question n°25.***

Quel scénario préconiserez-vous pour faire évoluer l'encadrement tarifaire des tranches 30PQ et 31PQ ?

*NRP*

***Question n°26.***

Que pensez-vous de la fonctionnalité tarification au numéro au regard des besoins des prestataires de services ?

*En tant que prestataires, nous sommes demandeurs.*

**Question n°27.**

Comment percevez-vous la fonctionnalité de tarification au numéro en termes de lisibilité pour les clients de ces services ? Serait-il nécessaire de renforcer les dispositifs d'information tarifaire existants ? Si oui, de quelle manière ?

*La diffusion du MGIT et l'obligation d'affichage du prix sur tous les supports existent déjà. L'abus de dispositif d'information et de prévention peut avoir l'effet inverse sur l'utilisation des services par les consommateurs.*

**Question n°28.**

Si vous deviez envisager une mise en œuvre de la tarification au numéro, quelles solutions techniques proposeriez-vous ? Quel serait l'ordre de grandeur des investissements nécessaires pour un opérateur de boucle locale et un opérateur de collecte ? Quel délai serait nécessaire pour sa mise en place ?

*NRP*

**Question n°29.**

Que pensez-vous de la fonctionnalité de modulation tarifaire en cours d'appel au regard des besoins des prestataires de services ?

*Idem question 26*

**Question n° 30.**

Si vous deviez envisager sa mise en œuvre de la modulation tarifaire en cours d'appel, quelles solutions techniques proposeriez-vous ? Quel serait l'ordre de grandeur des investissements nécessaires pour un opérateur de boucle locale et un opérateur de collecte ? Quel délai serait nécessaire pour sa mise en place ?

*NRP*

**Question n°31.**

Comment percevez-vous la fonctionnalité de modulation tarifaire en cours d'appel en termes de lisibilité pour les clients de ces services ? Serait-il nécessaire de renforcer les dispositifs d'information tarifaire existants ? Si oui, de quelle manière ?

*Diffusion du MGIT adapté à chaque changement de palier tarifaire.*

**Question n°32.**

Quelles mesures vous sembleraient-elles appropriées pour limiter les abus possibles introduits par une modulation tarifaire en cours d'appel ?

**Question n°33.**

Que pensez-vous d'un mécanisme permettant d'attendre la transmission d'un « ordre technique » par le prestataire de service à l'opérateur de boucle locale et d'une confirmation de l'appelant pour démarrer la facturation de la composante « service » au regard des besoins du marché et de la faisabilité technique ?

*Cela nous semble superflu, voire anxiogène pour le consommateur.*

**Question n°34.**

Que pensez-vous d'un mécanisme permettant de démarrer et d'interrompre la facturation de la composante « service » en fonction d'évènements transmis par le prestataire de services au regard des besoins du marché et de la faisabilité technique ?

*Superflu*

**Question n°35.**

Que pensez-vous de la grille d'encadrement tarifaire proposée ?

*La tranche 0890 – 0894 pourrait aussi bien proposer une tarification un peu plus élevée. De l'ordre de 0,50 €/ mn (hors C). Nous souhaitons toutefois attirer l'attention du Collège sur les risques de dérive que peut comporter la cohabitation de différents tarifs au sein d'une même tranche de numéros. La lisibilité pour le consommateur s'en trouvera nécessairement amoindrie, et les risques d'abus amplifiés.*

*Pour que la transparence soit réelle, chacun des acteurs doit être transparent à son niveau.*

**Question n°36.**

Que pensez-vous de fermer la tranche 0884 ?

*Nous sommes d'accord*

**Question n°37.**

Que pensez-vous d'aligner les catégories de la signalétique tarifaire sur les valeurs des différents plafonds réglementaires ?

*Nous ne sommes pas certains que la lisibilité pour le consommateur en sorte renforcée. L'identification du tarif qui pouvait se faire par le AB n'existera plus. Et l'amplitude au sein des fourchettes tarifaires proposées est importante.*

**Question n°38.**

Que pensez-vous de la réponse qu'apporte ce nouveau découpage de la tranche 08 à la problématique de la saturation de la tranche 0892 ?

*En effet, cela peut constituer une réponse.*

**Question n°39.**

Que pensez-vous de la création d'une tranche dédiée aux services susceptibles de faire l'objet d'un filtrage par un système de contrôle parental ? Que pensez-vous du choix de la tranche 0895 ?

*Cela peut être une réponse, sachant que les règles déontologiques existent déjà, et qu'elles ne sont pas nécessairement appliquées ou respectées.*

*Le choix de la tranche elle même est de moindre importance. Pourquoi pas le 0895.*

**Question n°40.**

Que pensez-vous d'attribuer les numéros longs commençant par 08 par bloc de 1000 ?

*Nous ne sommes pas d'accord.*

**Question n°41.**

Pouvez-vous indiquer, au regard de vos systèmes, dans quelle mesure et à quelles conditions il serait possible d'attribuer à chaque bloc ABPQM un palier tarifaire différent de celui des blocs adjacents ? Sous quels délais une telle évolution serait-elle envisageable ?

*NRP*

**Question n°42.**

Si vous utilisez des numéros de la tranche 0850, pouvez-vous préciser l'usage qui en est fait actuellement ainsi que les perspectives d'évolution à moyen / long terme ?

*NRP*

**Question n°43.**

Que pensez-vous du modèle de tarification de gros cible, proposé par l'ARCEP, concernant les numéros spéciaux gratuits (C=0 ; S=0) ?

*NRP*

**Question n° 44.**

Que pensez-vous du modèle de tarification de gros cible proposé par l'ARCEP concernant les numéros spéciaux payants (C banalisé ; S≥0) ?

*NRP*



**Question n°45.**

Quelles sont les prévisions d'investissements encourues au titre de la mise en œuvre des nouveaux modèles de tarification à destination des numéros spéciaux envisagés par l'ARCEP dans la présente consultation publique ? Quels est, selon vous, la meilleure manière de répartir leur financement entre les différents acteurs de la chaîne de valeur ?

*NRP*

**Question n° 46.**

Est-il opportun, selon vous, d'introduire dans le modèle de tarification de gros cible une composante tarifaire complémentaire à l'usage ou à la capacité (d'un tarif proche de celui correspondant à la vente de BPN dans le cadre des prestations de terminaison d'appel) ?

Si oui, favoriserez-vous une tarification à l'usage ou à la capacité ? Pour quelles raisons ?

*Nous ne souhaitons pas nous prononcer*

**Question n°47.**

Que pensez-vous des terminologies « numéros standards » / « numéros spéciaux » ainsi que des définitions correspondantes proposées au regard de l'objectif de clarté poursuivi ?

Que pensez-vous de l'ensemble des nouvelles désignations proposées pour les sous-catégories ?

*Nous sommes d'accord pour terminologie et les nouvelles désignations des sous-catégories*

**Question n°48.**

Que pensez-vous du lien établi entre la surtaxation d'un tarif et la valeur strictement positive de la composante « S » ?

*Cela nous paraît logique*

**Question n°49.**

Pensez-vous que l'ensemble des numéros surtaxés ne doit plus être utilisé comme identifiant de la ligne appelante ? Pour quelle(s) raison(s) ?

*Les éditeurs défendent des marques dont le numéro fait partie intégrante de la communication. Empêcher la signature à l'ensemble du marché pour éviter les ping calls n'empêchera pas les voyous de contourner la loi.*

**Question n°50.**

Pensez-vous que l'interdiction d'utilisation des numéros surtaxés comme identification de la ligne appelant doit être limitée aux numéros surtaxés associés aux paliers les plus élevés? Si oui, quelles tranches devraient, selon vous, être concernées ? Pour quelle(s) raison(s) ?

*Même réponse.*

**Question n°51.**

Quelles mesures techniques ou juridiques seriez-vous en mesure de mettre en œuvre grâce à cette évolution réglementaire visant à réduire ces fraudes ? A quelle échéance ?

*NRP*

**Question n°52.**

Comment percevez-vous l'avancement des travaux sectoriels visant à renforcer le contrôle déontologique ?

*Même si les décrets d'abrogation datent de 2009, les instances CST et CTA n'existaient plus que virtuellement depuis 2003 ou 2004. Depuis lors la déontologie n'était plus que partiellement appliquée, au gré des opérateurs. France Telecom, en s'évertuant à continuer à appliquer des règles par ailleurs obsolètes à favorisé le départ de ses clients vers des opérateurs moins pointilleux, En tant que prestataires de services co-éditant la plupart des numéros Audiotel® de nos clients, nous avons fortement souffert de cette situation, certains de nos clients ne comprenant pas que nous refusions de mettre en place certains services que d'autres opérateurs leurs proposaient.*

*Il nous paraît donc urgent que des décisions soient prises à ce sujet, mais nous plaçons plus dans le sens d'une démarche de co-régulation qu'en faveur d'un texte de loi rédigé et voté par des personnes (donc des élus, députés et sénateurs) qui auraient été uniquement conseillés par des membres d'Associations Familiales (et / ou Religieuses), ou pire par d'anciens salariés de l'opérateur historique, peu au fait de nos préoccupations économiques.*

**Question n°53.**

Que pensez-vous de l'attribution d'un NFB pour cet usage ? Avez-vous des remarques à apporter sur le choix du numéro ?

*Nous sommes d'accord. Donc bien évidemment pas d'avis sur le choix du numéro*

**Question n°54.**

Que pensez-vous de cette possibilité ? Pour quels services ? Quelles sont vos préconisations sur le choix d'une éventuelle tranche dédiée ?

*NRP*

***Question n°55.***

Que pensez-vous de l'utilisation des codes de la norme « *human factors* » pour se substituer au besoin de numéros à fonctionnalité banalisée ?

*NRP*

***Question n°56.***

Que pensez-vous du principe de retenir le format 510P à 515P pour les nouveaux préfixes de conservation du numéro mobile ? Quel calendrier serait envisageable pour la mise en œuvre d'un tel dispositif ?

*NRP*

***Question n°57.***

Que pensez-vous de la proposition de réserver une tranche d'un million de numéros pour l'usage technique interne des opérateurs ?

*NRP*

***Question n°58.***

Que pensez-vous de geler la tranche 09 99 PQ MC DU pour cet usage ?

*NRP*

***Question n°59.***

Quelles sont, selon vous, les évolutions à long terme envisageables ou souhaitables du plan de numérotation ? Selon quelles priorités devraient-elles être traitées ?

*NRP*